

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



HEBDOMADAIRE INDÉPENDANT D'INFORMATIONS GÉNÉRALES N° 342 DU JEUDI 22 AOÛT 2024 - PRIX: 3000 GNF - ZONE CFA : 500

INTERVIEW

RETRAITE CNT/PARTIS
POLITIQUES À KINDIA

P.3

Ignoré, Rafiou Sow, le président du PRP, monte au créneau



Édito à vue d'Aigle

Un projet de nouvelle constitution qui fait réagir !

Le moins qu'on puisse dire et écrire, c'est que le projet de nouvelle constitution rendu public récemment par le Conseil national de la Transition (CNT) est loin de faire l'unanimité au sein des partis et alliances politiques du pays... P.2

ESPACE TV

P.4



Le DG Jacques Léwa Leno revient sur leur visite dans les familles de Foniké et Billo Bah (Entretien)

MAOG

P.5



Qui est Mamadou Saliou Barry, le nouveau coordinateur national? (Entretien)

CHERTÉ DE LA VIE

P.6



Des mesures annoncées par le PM pour y faire face

CÉLÉBRATION DE L'ASSOMPTION

L'archevêque de Conakry demande l'arrêt des manifestations de rue au profit du dialogue

P.5

CONGRÈS ÉLECTIF DE L'URTELGUI

Aboubacar Camara rempile à la tête de l'association

P.3

GUINÉE

P.4

La diplomatie économique, un levier de développement du pays

Édito à vue d'aigle



Un projet de nouvelle constitution qui fait réagir !

Le moins qu'on puisse dire et écrire, c'est que le projet de nouvelle constitution rendu public récemment par le Conseil national de la Transition (CNT) est loin de faire l'unanimité au sein des partis et alliances politiques du pays.

Au RPG Arc-en-ciel, ancien parti au pouvoir, l'on demande clairement aux populations de le rejeter. Lors de son assemblée générale hebdomadaire qui s'est tenue le samedi 17 août 2024, Marc Yombouno, ancien ministre du Commerce et membre du Bureau politique national, réagissant à la campagne de

vulgarisation du projet de nouvelle constitution initiée par le CNT, s'est demandé pourquoi ne pas aller au référendum, où toutes les structures auront le temps de donner l'argumentaire pour le Oui ou le Non et à travers les explications.

L'ANAD également, une alliance politique dirigée par le président de l'UFDG, Cellou Dalein Diallo, à travers une déclaration rendue publique le mardi 20 août 2024, a exigé du Conseil National de la Transition (CNT) l'introduction des articles 46, 55 et 65 de la Charte de la Transition, relatifs à la non-candidature des responsables de la Transition. Pour rappel, l'article 46 de ladite Charte stipule que le Président et les membres du Comité National du Rassemblement pour le Développement (CNRD) ne peuvent faire acte de candidature ni aux élections nationales, ni aux élections locales qui seront organisées pour marquer la fin de la Transition.

L'article 55, pour sa part, indique que le Premier ministre et les membres du Gouvernement ne peuvent faire acte de candidature aux élections locales et nationales qui seront organisées pour marquer la fin de la Transition. Quant à l'article 65, il précise que les fonctions de Président, de Vice-présidents et de membres du Bureau du Conseil National de la Transition sont incompatibles avec l'exercice de tout autre mandat ou responsabilité publique ou privée pendant la Transition. Les membres du Conseil National de la Transition ne peuvent faire acte de candidature ni aux élections locales, ni aux élections nationales qui seront organisées pour marquer la fin de la Transition. Ce cadre législatif interdit strictement aux membres du gouvernement et du CNT toute possibilité de se maintenir au pouvoir, même par le biais des élections. L'ANAD estime que cette interdiction est un principe fondamental destiné à garantir l'impartialité et l'intégrité du processus électoral de sortie de Transition. Par contre, à ses yeux, l'omission des articles mentionnés plus haut dans la future Constitution équivaudrait à une violation flagrante de la lettre et de l'esprit de la Charte de la Transition que le Président de la Transition a juré de respecter et de faire respecter. Comme on le voit donc, certaines dispositions du projet de nouvelle constitution ne passent pas du tout chez bon nombre d'acteurs politiques majeurs du pays. Le CNT, présidé par Dr Dansa Kourouma et qui est occupé actuellement à vulgariser le contenu du projet de nouvelle constitution va-t-il accéder à cette demande plutôt embarrassante de l'ANAD ? C'est la question que tous les observateurs attentifs de la scène politique guinéenne se posent désormais.

ACTUALITÉ

TRANSITION CNRD

Ce que Dr Fodé Oussou Fofana de l'UFDG conseille au général Doumbouya

Le samedi 17 août 2024, à la faveur de l'assemblée générale de l'UFDG, Dr Fodé Oussou Fofana, son vice-président chargé des Affaires juridiques s'est prononcé sur les spéculations faisant état d'une possible candidature de l'actuel président de la transition guinéenne, le général Mamadi Doumbouya, à la prochaine présidentielle en Guinée.



« On a vu le capitaine Dadis, que j'ai connu, qui est venu et a dit clairement que je ne suis pas assoiffé du pouvoir, je suis venu pour organiser des élections, je n'aime pas le pouvoir. Cet homme-là, on est venu avec beaucoup d'argent, il a dit qu'il n'aime pas, il dit j'aime ce pays, j'aime rentrer dans l'histoire par la grande porte. Mais capitaine Dadis n'est pas Dieu, c'est un être humain. Les gens sont venus le voir pour dire tu ne peux aller, il faut te présenter. Malheureusement, il a dit ce qu'il ne devait pas dire : " je veux enlever ma tenue pour me présenter ». Quand il a dit ça, cette phrase-là n'était pas bien, tous ceux qui ont été à l'origine de ça, tous ces Guinéens sont encore dans le pays, ils sont capables de sortir dans des véhicules, c'est les mêmes personnes qui sont en train de pousser le général Doumbouya à faire la même chose que le capitaine Moussa Dadis, la même chose qu'Alpha Condé. Qu'est-ce qu'on n'a pas créé ici comme mouvement de soutien. Dans quelques jours, les mêmes Guinéens vont encore créer des mouvements de soutien, ils ont commencé à préparer les esprits pour dire ce que l'homme n'a pas dit », a cru devoir rappeler Dr Fodé

Oussou Fofana. Et d'ajouter : « En attendant, il ne faut pas accuser le général Mamadi Doumbouya, il ne faut pas lui prêter des intentions parce qu'il n'a pas dit qu'il va renoncer à sa parole d'honneur. Je suis convaincu et ça m'étonnerait en tant que militaire qui sait que la parole donnée est sacrée, je ne pense pas qu'il va accepter de renoncer à cette parole...Ce que je souhaite au fond de moi-même, que le général Doumbouya accepte d'organiser les élections pour mettre à la tête de ce pays-là, celui que les Guinéens vont choisir, quelle que soit la personne pour qu'il puisse rester dans l'esprit des Guinéens de génération en génération. S'il veut revenir après deux ou trois mandats, je suis convaincu certainement que les Guinéens comprendront mais aucun Guinéen ne comprendra s'il renonce à la parole sacrée ».

Reste à savoir maintenant si ces préoccupations seront prises en compte par ceux qui président aux destinées de la Guinée depuis le 5 septembre 2021, le jour où le professeur Alpha Condé a été évincé du pouvoir.

Kéfina Diakité

Kéfina Diakité



Autorisation N°299/PR/TPI/K/2018 - Siège : Hamdaye 2 Commune de Ratoma, Sur la route Le Prince à côté de la Mosquée Diakitéya - BP : 6184 Conakry - République de Guinée

E-mail : laigleinfosgn@gmail.com - tél. (+224) 621935388

Fondateur & Administrateur Général

Mamadou Aliou (Kéfina Diakité & Kaba Kankoula) Diakité
Tél. +224 621935388 / 622 04 62 21 / 664 63 09 53

Directeur de Publication

Amadou Sadio Diallo

Rédacteur en Chef

Sékou Condé

Secrétaire Général de la Rédaction

Sammuel M'Bemba

Comité de Rédaction

Sammuel M'Bemba, Mamadou Aliou (Kéfina Diakité) Diakité, Sékou Condé, Mamadou Oury Bah, Amadou Sadio Diallo

Collaborateurs:

Thomas Morgan Mamy, Moïse Sidibé, Isidoros Karderinis

Stagiaire: Mamadou Oury Bah

Service Commercial, Marketing, Abonnement,

Annonces et Pub

Oumar Kabirou Kaba

654 75 56 50

Imprimeur

Arbaba Barry

628463493

Imprimerie

Le Scribe

Distribution

L'Aigle Infos/Maison du Livre

Mise en page

Mohamed Lamine Camara - 664 57 99 72

Édité par : Kéfina Sarlu (Société de Régie, d'édition et de Communication)

Interview

RETRAITE CNT/PARTIS POLITIQUES À KINDIA

Ignoré, Rafiou Sow, le président du PRP, monte au créneau

Le Conseil National de la Transition et certaines formations politiques ont participé à deux jours de séance de travail à Kindia (les 20 et 21 août 2024) pour mûrir les réflexions sur l'avant-projet de la nouvelle constitution. Cette rencontre est la suite logique des pourparlers initiés par le président du CNT, au lendemain de la présentation du rapport de l'avant-projet de loi fondamentale. Des partis politiques comme le PDG RDA, ADC-BOC, UFR, et plusieurs autres ont pris part à ces activités, à l'exception de ceux de l'ANAD qui ont décliné l'invitation. Cependant, le Parti du Renouveau et du Progrès n'y a pas été convié. Rafiou Sow, leader de cette formation s'en offusque et pense que cette retraite n'a pas d'importance.



L'Aigleinfos : Le CNT a organisé une retraite à Kindia avec des partis politiques. Pourquoi le vôtre n'a pas pris part à cette rencontre ?

Rafiou Sow : Pour cette rencontre spécifique à Kindia,

des formations politiques ont eu des invitations et la nôtre ainsi que d'autres n'ont pas été invitées, et on ne sait pas pourquoi. Nous attendons leur retour puisque nous pensons que le travail qui a été fait au CNT autour de la constitution

n'a pas été bien fait, ça a été en catimini. Nous ne savons même pas qui sont les rédacteurs de cet avant-projet de nouvelle constitution et on se demande même pourquoi ils ont pris certaines décisions sans consulter la classe politique majoritaire. Nous pensons que c'est autour d'une table de dialogue avec les forces vives que nous pourrions discuter autour d'une certaine chose pour que la transition puisse démarrer réellement.

L'Aigleinfos : Récemment, le ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation a effectué une évaluation des partis politiques. Est-ce que le vôtre avait répondu à toutes les demandes du département ?

Rafiou Sow : Nous avons reçu la délégation, répondu à certaines questions et d'autres nous n'avons pas pu puisque qu'il y a certaines que nous n'avons pas trouvées pertinentes comme quoi, est-ce que nous avons participé à la présidentielle ou aux

législatives, nous avons eu combien d'élus ? De toute façon, ce n'est pas une chose à déplorer, et nous restons à la disposition du MATD pour toute éventualité. Mais nous demandons au MATD de s'assumer parce qu'il ne s'agit pas de réprimander, il doit créer des cadres pour venir en aide aux formations.

L'Aigleinfos : Ne pensez-vous pas que l'invitation et l'évaluation des partis politiques sont liées parce qu'il se trouve que ceux qui ont répondu aux exigences du MATD sont eux qui ont été invités à cette rencontre ?

Rafiou Sow : Dans ce cas, nous serions sur la table parce qu'il n'y avait pas d'exigences notoires. D'ailleurs nous avons répondu plus que d'autres partis qui ont pris part. Il y en a même qui n'ont pas d'agrément, là n'est pas la question. Il faut dire qu'il y a eu une certaine sélectivité on ne sait pas pourquoi ?

L'Aigleinfos : Au cas où votre parti aurait reçu l'invitation,

est-ce que vous auriez répondu parce certains disent de toutes les façons ce n'était pas la peine pour elles d'y participer ?

Rafiou Sow : Elles ont leur raison. Si nous nous avons reçu l'invitation, notre participation allait dépendre de ce qui est écrit dans la lettre mais malheureusement nous n'avons pas été invités.

L'Aigleinfos : Vous avez vu le projet de nouvelle constitution, quelle appréciation en faites-vous ?

Rafiou Sow : Nous pensons qu'il y a eu beaucoup de manquements qui doivent être corrigés. Et il faut dire que toute constitution doit avoir un préambule.

L'Aigleinfos : Merci à vous Monsieur le président du Parti du Renouveau et du Progrès PRP !

Rafiou Sow : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

CONGRÈS ÉLECTIF DE L'URTELGUI

Aboubacar Camara rempile à la tête de l'association

Le vendredi 16 août 2024, le Bureau exécutif de l'Union des Radiodiffusions et Télévisions Libres de Guinée (URTELGUI) a été renouvelé, à la faveur d'une élection qui a eu lieu au siège de l'association à Nongo.

La commission électorale était composée d'Alpha Abdoulaye Diallo (ancien président de l'AGEPI), d'Aminata Camara (présidente de l'AGEPI), Azocah BAH (représentant du Ministère de l'Information et de la Communication) et d'Amadou Tham Camara (président de l'AGUIPEL), le tout sous la présidence d'Amadou Touré, commissaire à la Haute Autorité de la Communication (HAC). Les médias dont les agréments ont été retirés (Hadafo Médias, Djoma Médias, FIM FM) ont été considérés par l'assemblée comme membres en guise de soutien et de solidarité. Après un vote à bulletin secret et dans une urne transparente, les différents

postes du Bureau exécutif ont été pourvus comme suit : Aboubacar Camara (président) ; Aboubacar Condé (premier vice-président) ; Caleb Kolié (deuxième vice-président) et Ibrahima Diallo (trésorier). Les autres candidats n'ayant pas eu de concurrents ont été élus par acclamation. Les quinze (15) membres élus, la commission électorale et les médias qui ont pris part à ce congrès électif de l'URTELGUI ont fait part de leur satisfaction par rapport à la transparence qui aura caractérisé l'élection de bout en bout. Le bureau exécutif entrant a, dans la foulée de son élection, procédé à la nomination de certains membres à des postes honorifiques : Sanou Kerfalla

Cissé (président d'honneur) ; Fodé Diaouné (conseiller particulier du président de l'Urtelgui) ; Elhadj Aboubacar Camara (conseiller chargé des questions d'éthique et de déontologie) ; Gnoumassé Daffé (conseillère chargée des questions du genre) et Souhel Hajjar (conseiller chargé de stratégies). C'est dans une atmosphère bon enfant que le commissaire à la HAC, Amadou Touré, a levé la séance. Après sa présentation au président de la Haute Autorité de la Communication (HAC), le nouveau bureau exécutif de l'URTELGUI devrait être reçu le lundi 26 août par le ministre de l'Information et de la Communication.

Kaba Kankoula



Interview

ESPACE TV

Le DG Jacques Léwa Leno revient sur leur visite dans les familles de Foniké et Billo Bah

Une délégation de journalistes des groupes FIM, HADAFO et DJOMA s'est rendue dans les familles de Oumar Sylla alias Foniké Menguè et Mamadou Billo Bah, respectivement coordinateur et responsable des antennes du Front National pour la Défense de la Constitution. Cette visite intervient plus d'un mois après l'enlèvement de ces activistes, disent leurs proches et familles, par des hommes en uniforme. Au micro de votre hebdomadaire, Jacques Léwa Leno, Directeur général d'Espace TV et chroniqueur des Grandes Gueules s'est confié.



L'Aigleinfos : Vous et certains confrères des médias suspendus, vous avez été dans les familles de Foniké Menguè et Billo Bah, le vendredi 16 août 2024. Quel était l'objectif de votre visite ?

Jacques Léwa Leno : C'est une visite fraternelle. Au-delà d'être des activistes, ce sont d'abord des amis, et qui ont disparu. Il y a des inquiétudes, donc c'était normal qu'on vienne rencontrer leurs familles de manière formelle pour leur exprimer notre solidarité et notre soutien

dans ces épreuves difficiles qu'elles traversent. Il n'y a pas autre chose que cela.

L'Aigleinfos : Cette visite intervient plus d'un mois après l'enlèvement de ces activistes. Dans l'opinion, il y en a qui pensent que c'est tardif. Que répondez-vous ?

Jacques Léwa Leno : Les gens peuvent faire leur jugement mais vous savez, il y a des visites qui sont formelles et d'autres sont informelles, il y a des appels. Tout le monde ignore les liens que les uns et les autres entretiennent avec ces deux activistes de la société civile. Que ce soit au lendemain de leur arrestation ou après, je crois ce sont des choses qui s'organisent avec la manière. Nous avons voulu aller et puis c'est tout. On pouvait le faire le lendemain de leur arrestation mais vous ne savez pas dans quelles conditions nous-mêmes nous vivons actuellement dans ce pays, vous ne savez pas quelle menace nous quête ? Des informations ont filé comme quoi, certains étaient allés voir les Foniké une semaine après leur arrestation. Tout cela s'organise et il n'y a pas assez

de sécurité nous concernant.

L'Aigleinfos : Vous avez évidemment eu des échanges avec ces familles. Dites-nous, l'état d'esprit dans lequel elles se trouvent ?

Jacques Léwa Leno : Pour toute famille qui vit des situations comme celle-là vous ne pouvez pas être content, ni à l'aise. Vous allez toutefois exprimer des inquiétudes, des doutes, beaucoup d'interrogations. Quand ils nous ont parlé, surtout les frères de Foniké, ils ont coulé les larmes et on a bien compris que ce n'est pas la joie dans la famille Sylla, la même chose dans la famille Bah où les frères de Billo sont dans l'obligation de trouver des stratégies pour ne pas que leur maman ne soit connectée aux réseaux sociaux, aucun contact avec les médias où on parle de la disparition de son fils. Beaucoup de souffrance, c'est ce que nous avons pu lire sur leur visage et je crois que n'importe qui à leur place, pourrait vivre la même situation.

L'Aigleinfos : Est-ce que vous avez pensé que votre visite pourrait être interprétée

autrement, compte tenu du statut de ces activistes ?

Jacques Léwa Leno : Mais interprétée autrement par qui ? Ce sont des frères, il y en a qui ont pour ami de promotion Oumar Sylla. Pour ceux qui l'ignorent, Foniké a d'abord été dans la presse, avant d'aller en politique et maintenant activiste. Les gens peuvent faire leur interprétation mais il faut qu'ils sachent que ce n'est pas parce que quelqu'un a un engagement politique ou activiste que lorsqu'il est dans des difficultés qu'on doit le fuir. Je crois que même ceux qui sont avec le CNRD et qui ont été amis une fois avec Oumar Sylla et Billo Bah, ils doivent avoir beaucoup de courage d'apporter leur soutien à ces deux familles, ça c'est humain et puis c'est tout.

L'Aigleinfos : Merci à vous Monsieur Jacques Léwa Leno, le Directeur Général d'Espace TV!

Jacques Léwa Leno : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

GUINÉE

La diplomatie économique, un levier de développement du pays

Le Programme-cadre d'appui à la diplomatie économique, à l'intelligence stratégique et à la coopération internationale (PRODEIC) a été lancé lundi 19 août 2024 autour d'un séminaire, sous le thème "La diplomatie Économique : Levier de développement de la République de Guinée". C'était en présence du PM Amadou Oury Bah et des partenaires techniques et financiers.

Ce programme porté par le ministère des Affaires Étrangères, de l'Intégration Africaine et des Guinéens établis à l'étranger, permettra, dit-on, de renforcer les capacités des cadres de l'administration publique sur les enjeux liés à la mise en œuvre de la diplomatie économique guinéenne.

« Le PRODEIC dont la mise en œuvre mobilise l'ensemble des départements sectoriels, est conçu comme un outil qui permettra de valoriser les avantages comparatifs et le

savoir-faire guinéen à l'étranger et surtout d'attirer des étrangers et leurs investissements en République de Guinée sur un terrain de paix, de justice et de respect de l'autre. Le monde d'aujourd'hui est à la fois extrêmement compétitif et rempli d'opportunités connues et non explorées que nous pouvons et d'ailleurs que nous devons, saisir avec des outils appropriés, tel que le Programme cadre d'appui à la diplomatie économique à l'intelligence stratégique et à la coopération internationale », a déclaré Dr Morissanda

Kouyaté, ministre des Affaires Étrangères, de l'Intégration Africaine et des Guinéens établis à l'étranger.

M. Félix Acebo, représentant de l'UNICEF en Guinée, a, au nom du Système des Nations unies,

indiqué : « La diplomatie économique au-delà de ses fonctions classiques, est un levier essentiel pour la mise en œuvre des politiques du développement socio-économique de la Guinée. Elle se définit dans le contexte moderne, comme l'ensemble

des actions menées par des acteurs étatiques ou non étatiques pour atteindre des objectifs économiques grâce à des moyens politiques ou pour réaliser des objectifs politiques grâce à des moyens économiques »

Quant au Premier ministre, Amadou Oury Bah, il dira ceci : « L'organisation de ce séminaire sur l'aspect diplomatique de notre gouvernement est très importante pour définir les grands axes sur lesquels le gouvernement et notamment la diplomatie devra s'appuyer

pour sa mise en œuvre. C'est pourquoi je suis très heureux de prendre la parole à cette occasion solennelle, pour apporter quelques orientations stratégiques à notre diplomatie afin qu'elle soit non seulement un pont entre notre pays et d'autres nations amies, mais, et surtout, qu'elle soit au service du développement économique et social de notre pays »

Mamadou Oury

Interview

MAOG

Qui est Mamadou Saliou Barry, le nouveau coordinateur national ?

La Maison des Associations et ONG de Guinée MAOG a un nouveau patron. Mamadou Saliou Barry, jeune activiste, a été désigné par ses pairs pour diriger cette organisation à la suite de la démission de Alpha Bayo. Dans un entretien accordé à L'Aigleinfos, il s'est montré serein avant sa prise de fonction officielle.

L'Aigleinfos : Vous avez été porté à la tête de la MAOG. Quels sont vos premiers mots en tant que nouveau coordinateur national de cette organisation ?

Mamadou Saliou Barry : Merci pour l'opportunité que vous m'offrez mais dans les jours à venir, je ferais une déclaration à propos. Donc pour le moment, je ne peux m'aventurer sur cette question.

L'Aigleinfos : La MAOG a été secouée par une crise qui s'est soldée par la démission de l'ancien coordinateur, Alpha Bayo. Comment celle-ci est gérée jusqu'à maintenant ?

Mamadou Saliou Barry : La crise s'est bien passée. Vous savez tout problème a une solution. Nous avons animé une journée de concertation nationale avec les coordinations préfectorales pour essayer de trouver des solutions aux problèmes qui se trouvent au sein de notre organisation. Mais sur notre page officielle, nous



avons fait des communications de concertation.

L'Aigleinfos : La maison des associations et ONG de Guinée était très critique vis-à-vis des autorités ces derniers temps. Que peut-on attendre de la nouvelle

coordination ?

Mamadou Saliou Barry : Tout cela est inclus dans le mot du coordinateur national qui fera une vaste communication. Nous allons définir les grandes orientations, des grands défis qui nous attendent dans les

jours à venir. Tout ce qui nous anime en tant que nouveau dirigeant, c'est de faire un appel à la cohésion, à l'unité au sein de l'organisation, la collaboration franche et je pense que comme ça, nous pourrions y arriver.

L'Aigleinfos : Honnêtement, est-ce qu'on ne peut dire que c'est parce que Monsieur Alpha Bayo était très critique contre les autorités en place, il a été contraint à la démission ?

Mamadou Saliou Barry : Je ne sais pas trop mais je n'ai pas de commentaires par rapport à cette question.

L'Aigleinfos : Pour ceux qui ne connaissent pas encore Mamadou Saliou BARRY, qui est-il ?

Mamadou Saliou Barry : Je suis un jeune activiste, j'ai commencé la vie associative depuis que je faisais la 10^{ème} année, j'étais membre de certaines organisations. Quand je faisais la 11^{ème} année, j'ai mis

en place une structure avec trois de mes collègues qui a beaucoup émergé du côté de Dubréka. Après cela, j'ai été membre de l'Union des jeunes pour le développement de Gaoual où j'étais premier vice-président, je suis aussi membre fondateur du parlement des jeunes leaders de la société civile où j'ai été élu président de la commission des droits de l'Homme avant la MAOG. À Gaoual, j'ai été désigné coordinateur préfectoral où je me suis beaucoup investi, j'ai participé aussi à l'implantation de la MAOG à l'intérieur du pays. Me voici aussi désigné à la tête de cette institution mais je suis aussi juriste de profession, spécialisé en droit international.

L'Aigleinfos : Merci à vous Monsieur le coordinateur national de la MAOG !

Mamadou Saliou Barry : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

CÉLÉBRATION DE L'ASSOMPTION

L'archevêque de Conakry demande l'arrêt des manifestations de rue au profit du dialogue

Le jeudi 15 Août, à la faveur de la célébration de l'Assomption, une fête chrétienne marquant la montée de la Vierge Sainte Marie au ciel, l'Archevêque de Conakry, Monseigneur Vincent Coulibaly, a explicitement demandé aux acteurs sociopolitiques guinéens de faire preuve de retenue, d'arrêter les manifestations de rue et de privilégier le dialogue franc et constructif.

« Les manifestations de rues ne règlent pas les problèmes. C'est avec le consensus, l'échange, le dialogue que nous pouvons réussir à résoudre nos problèmes. Qu'on abandonne les manifestations de rues. Depuis qu'on a commencé, que de dégâts, de destructions de biens publics et privés, que des pertes en vies humaines ! Cela doit s'arrêter », a fait savoir l'Archevêque de Conakry, Monseigneur Vincent Coulibaly. Comme il fallait s'y attendre, des acteurs politiques membres des Forces vives de Guinée ont réagi à cet appel du prélat.

« Si tous les hommes de Dieu étaient vraiment des serviteurs du peuple, ils n'auraient jamais hésité à dire la vérité au président Mamadi Doumbouya et au CNRD. S'ils ne peuvent

pas le faire, c'est comme s'ils se rangeaient du côté de la junte en laissant le peuple croupir dans la misère. », indique Dr Édouard Zotomou Kpogomou, membre de l'ANAD.

Au RPG Arc-en-ciel, l'on estime que l'Archevêque de Conakry a passé un bon message, tout en faisant remarquer que les manifestations n'ont pas pour but de détruire ou de tuer. « Les manifestations, si elles sont encadrées comme partout ailleurs dans le monde, c'est de protester contre ce qui ne va pas bien », a martelé Marc Yombouno, membre du Bureau politique national de l'ancien parti au pouvoir fondé par le professeur Alpha Condé. Et par rapport au dialogue demandé par Monseigneur Vincent Coulibaly, cet ancien ministre du Commerce

sous le régime déchu dira ceci : « Ouvrir un cadre de dialogue inclusif sans préalable au niveau des autorités en disant que l'aspect judiciaire est différent de celui politique, est un faux débat. Vous ne pouvez pas emprisonner des gens pendant près de trois ans et demander à ce qu'il n'y ait pas de réactionnaires. Ça a été des conditions exigées depuis longtemps par le RPG, à savoir la libération de nos cadres qui sont détenus plus de deux ans sans preuves. Je crois que les évêques ont été d'ailleurs les seuls à appeler au dialogue avec les autorités, mais jusqu'à présent leur message n'a pas été entendu.

Je crois qu'il revient pour attirer l'attention des uns et autres sur la nécessité d'apaiser le climat de tensions. Nous sommes tous



conscients de ça, mais, il faudrait que les choses bougent au niveau de l'Etat. Quand le prélat appelle au dialogue inclusif, tous ceux qui sont en exil, ceux qui sont en prison, que chacun soit libre pour participer au

débat national. Dès qu'on parle de libération on nous dit que la justice est indépendante, mais dès que ça touche un des leurs, c'est l'Exécutif qui intervient pour libérer les gens »

Kèfina Diakité

CHERTÉ DE LA VIE

Des mesures annoncées par le PM pour y faire face

Le Premier ministre guinéen, Amadou Oury Bah, a récemment accordé une interview à nos confrères du site Africaguinee.com. Une interview au cours de laquelle il est revenu entre autres sur les mesures envisagées par son Gouvernement pour faire face à la cherté de la vie qui colle à la peau des pauvres populations ces derniers temps.

« C'est un long débat. Vous savez dans quelle situation le pays était au lendemain de l'explosion du dépôt de carburant, je n'ai pas l'intention de revenir là-dessus. Mais sur des pans entiers de notre secteur économique, la situation était sinistre aussi bien au niveau du secteur de l'électricité qu'au niveau des finances publiques et de la gouvernance en général. Il y avait de sérieux problèmes. Ce qui a amené la dissolution du gouvernement précédent. En fait, il y avait un amas de problèmes extrêmement pénibles. De ce point de vue, je salue et remercie la résilience de la population guinéenne qui, pendant tout le mois de Ramadan, a été stoïque pour vivre dans un environnement où la desserte en électricité était pratiquement nulle. C'est un effort collectif que nous avons fait endurer à la population. Les conséquences de tout cela ont amené des difficultés sur le plan du panier de la ménagère et sur l'économie de manière générale. Progressivement, le pays est en train de se relever de cette épreuve pénible et douloureuse. Dans



les prochaines semaines, nous apporterons une réponse concrète à ce que vous avez indiqué concernant les difficultés que la population

est en train de vivre. Pour le moment, gardons un peu de patience. Dans quelques jours, des décisions interviendront pour que de manière effective,

nous puissions apporter au niveau de la population des éléments leur permettant de souffler. Je ne dis pas qu'on réglera tous les problèmes, mais on prendra des mesures d'atténuation des difficultés de la population, notamment en ce qui concerne le pouvoir d'achat effectif. », a confié à Africaguinee.com l'actuel locataire du Palais de la Colombe.

A la question de savoir ce qui sera concrètement fait pour alléger la souffrance des Guinéens qui n'arrivent plus à joindre les deux bouts, le PM Amadou Oury Bah a répondu : « Ce pays a des ressorts qui sont méconnus ou qui ont été occultés. C'est cela qu'il faut mettre en avant. Nous avons une forte capacité à changer la donne. Et pour mettre cela dans une dynamique réellement concrète et opérationnelle, il faut améliorer fortement la gouvernance, il faut se poser les bonnes questions et être déterminé à aller jusqu'au bout dans la prise des décisions essentielles pour permettre à la Guinée de rompre une longue chaîne de difficultés.

Cela est en train d'être fait. Mais voyons aussi ce qui est en train d'émerger de l'autre côté. Le projet Simandou est quelque chose de fabuleux pour la Guinée. C'est une transformation extraordinaire en perspective de l'économie nationale et même de la vie sociale, culturelle de ce pays sur des pans entiers. La construction du port de Moribayah, les voies ferrées sur 670 km, les mines...c'est l'investissement le plus important au monde à l'heure actuelle. Il est en train d'être mis en œuvre. Les projets concernant Altéo, la raffinerie de l'alumine du côté de Kamsar c'est une réalité en perspective. Donc, l'espoir est permis et dans le contexte actuel nous devons préparer l'entrée de la Guinée dans un monde nouveau en renforçant nos capacités de gouvernance et en essayant d'éliminer tous les dynamiques de coulage que l'économie a connues jusqu'à présent. Un petit effort nous permettra de répondre en partie à l'attente de la population... »

Kaba Kankoula

CONVENTION DÉMOCRATE

Biden soutient Harris et met en valeur son héritage

Un mois après avoir annoncé qu'il ne briguerait pas un second mandat, le président américain Joe Biden s'est adressé à la Convention nationale démocrate lundi soir, à Chicago, dans l'Etat de l'Illinois.

Chicago, États-Unis | mardi 20/08/2024 — Il a mis en exergue son héritage et a passé le flambeau à la vice-présidente Kamala Harris, nouvelle porte-étendard du parti. Présenté par sa fille Ashley, le président Joe Biden a reçu un accueil de héros : « Merci, Joe ! Merci, Joe ! Merci, Joe ! »

Le président Biden a tenu sa promesse d'être un leader de transition : « Êtes-vous prêts à élire Kamala Harris et Tim Walz ? ».

Il a donné son plein soutien à Kamala Harris, la nouvelle candidate du parti démocrate pour l'élection présidentielle de novembre.

« Elle sera une présidente dont nos enfants pourront être

fiers. Elle sera une présidente respectée par les dirigeants du monde entier parce qu'elle l'est déjà. Elle sera une présidente dont nous pourrons tous être fiers, et elle sera une présidente historique qui marquera l'avenir de l'Amérique de son empreinte », a déclaré le président Joe Biden.

Le président Biden n'a pas été contesté lors des primaires démocrates. Il y a à peine un mois, les quelque 4.000 délégués s'apprêtaient à le nommer. Mais lundi, il a concilié son soutien à Harris et ses réalisations au pouvoir.

« Le COVID ne contrôle plus nos vies. Nous sommes passés d'une crise économique à l'économie la plus forte du

monde. Un record de 60 millions de nouveaux emplois. Une croissance record des petites entreprises. Un marché boursier au plus haut, des plans d'épargne retraite record, des salaires en hausse, une inflation en baisse, bien en baisse et qui continue de baisser », a dit le président Biden.

Performance jugée mauvaise

Tout a commencé avec le débat contre l'ancien président Donald Trump, candidat républicain, fin juin. La performance de Joe Biden, 81 ans, a alors été jugée mauvaise et a remis en question son acuité mentale.

Puis, une tentative d'assassinat contre Donald Trump, qui a rallié les républicains et l'a poussé en tête dans les sondages.

Pendant des semaines, Joe Biden a insisté sur le fait qu'il resterait dans la course, même si les dirigeants du Parti

démocrate lui demandaient en privé de se retirer.

La VOA s'est entretenue avec quelques délégués à la convention de Chicago.

« C'était un beau discours. C'était, c'était un grand discours, l'aboutissement de plusieurs années de service », a confié Julie Locke, déléguée de la Géorgie.

« Son héritage est fort et positif, et ce soir, il a dit au public américain pourquoi il les aime, et ce qu'il a fait pendant 50 ans pour servir notre nation, et c'est un bilan incroyable », a, pour sa part, indiqué Jim Costa, délégué de la Californie.

Le président Biden a répété le thème des démocrates présentant Kamala Harris, une ancienne procureure, s'opposant à Donald Trump, qui a été reconnu coupable par un tribunal.

« Et la criminalité continuera de baisser quand nous mettrons une procureure dans le Bureau ovale au lieu d'un criminel condamné », a affirmé Joe Biden.

Le président Biden a terminé son discours par une étreinte avec Kamala Harris, confortant son rôle parmi les démocrates qui voient en lui le leader qui, selon eux, pourrait peut-être sauver à nouveau le pays de Donald Trump, cette fois en passant le flambeau.

« Joe, merci pour votre leadership historique, pour votre vie de service à notre nation et pour tout ce que vous continuerez à faire. Nous vous sommes à jamais reconnaissants », a déclaré Kamala Harris, candidate démocrate à la présidentielle.

AFP



AG DU RPG ARC-EN-CIEL

Le parti de Alpha Condé prend le CNRD au mot sur le retour du bateau turc pour pallier le problème d'électricité

L'assemblée générale hebdomadaire du RPG ARC-EN-CIEL été largement consacré au retour de la centrale thermique pour répondre au manque criard d'électricité à Conakry. Ce même bateau avait été renvoyé par la junte un mois seulement après le coup d'Etat du 05 septembre 2021. Et malheureusement, les nouvelles autorités n'ont pas réussi à répondre au besoin de la population particulièrement dans le secteur énergétique.



Après donc tant de demandes accrues du courant, le CNRD a mis de côté son orgueil et a ramené ce bateau pour servir du courant électrique à la population de Conakry. Marc Yombouno, l'un des responsables du bureau politique du parti a pensé que

c'était un mauvais procès de la part de la junte de remettre en cause les efforts du président déchu, Professeur Alpha Condé. « La cause, c'est que toutes les stratégies qui étaient mises en place par le régime de l'ancien président Alpha Condé

pour maintenir la fourniture de l'électricité 24h sur 24 ont été démontées et considérées comme de l'arnaque. C'est le cas du renvoi du bateau turc qui, en plus de Kaleta, Souapiti et autres, aidait à alimenter le réseau électrique jour et nuit, jugé à l'aube du coup d'État très coûteux, suivi de l'incendie du dépôt d'hydrocarbures de Kaloum. Conséquences, le pays s'est replongé dans le noir. Pour rectifier le tir, les autorités de la transition se sont retrouvées dans l'obligation de faire revenir le même bateau qu'elles avaient pourtant renvoyé. « Le RPG, soyons fiers ! », a-t-il lancé, avant de poursuivre: « Tout ce qui a été dit comme mensonge, ça va tomber. Je vous ai dit, les masques vont continuer à tomber. On ne gère pas un pays avec la passion ni avec la haine c'est des règles transparentes. Dès qu'ils sont venus, ils ont dit que c'était la source des

magouilles, de détournement du Professeur Alpha Condé. Que la Guinée payait 4 millions de dollars par mois pour le bateau mais que ce bateau ne jouait aucun rôle pour la fourniture de l'électricité en Guinée. Donc, aujourd'hui le Professeur Alpha Condé est grandi. Il a vu loin en envoyant ce bateau pour qu'il y ait le courant 24 heures sur 24 à Conakry et grand Conakry. À un moment donné, ils ont même dit que les barrages c'est de l'arnaque. Mais c'est un gros mensonge aussi, c'est que lorsqu'ils ont ramené le bateau, la retenue qui se gérait concomitamment, intelligemment avec le bateau, ils ont tout pompé, il n'y avait plus d'eau et donc il n'y avait plus d'électricité. Avant même l'incendie de Kaloum, il n'y avait plus d'électricité. L'incendie est venu s'ajouter à cela », a-t-il rappelé. Mettre fin à la distribution

partielle du courant "tour tour" a été l'un des acquis de l'ancien Président Alpha Condé. Le RPG demande aux autorités de la transition de continuer sur cette voie. « Comme ils sont revenus sur les acquis du professeur Alpha Condé, nous leur demandons de ne plus saboter, de continuer à atteindre l'objectif que le Professeur a visé. C'est-à-dire l'électrification de tout le pays. Ils n'ont qu'à continuer sur les anciens dossiers. Ils trouveront la solution. Tout est écrit, tout est là, ils ne doivent pas réinventer la roue. Et l'électricité est source de développement. Quand il y a l'électricité, il y a création d'emplois. Donc, nous félicitons une fois encore ceux qui ont convaincu les autorités à faire revenir le bateau », a invité Marc Yombouno.

Samuel Demba. D

PROJET DE NOUVELLE CONSTITUTION

L'ANAD demande au CNT d'introduire les articles 46, 55 et 65 de la Charte de la Transition

Le mardi 20 août 2024, l'ANAD, dans une déclaration, a demandé au Conseil National de la Transition d'introduire les articles 46, 55 et 65 de la Charte de la Transition, relatifs à la non-candidature des responsables de la Transition. Pour beaucoup d'observateurs, c'est une demande plutôt embarrassante faite à l'organe législatif présidé par Dr Dansa Kourouma.

La déclaration de l'ANAD, dirigée par Cellou Dalein Diallo, rappelle explicitement l'article 46 de la Charte de la Transition qui stipule : « le Président et les membres du Comité National du Rassemblement pour le Développement ne peuvent faire acte de candidature ni aux élections nationales, ni aux élections locales qui seront organisées pour marquer la fin de la Transition. » Pour l'ANAD donc, cette interdiction est un principe fondamental destiné à garantir l'impartialité et l'intégrité du processus électoral de sortie de Transition. Et d'évoquer l'article 55 qui indique que « le Premier ministre et les membres du Gouvernement ne peuvent faire acte de candidature aux élections locales et nationales qui seront

organisées pour marquer la fin de la Transition. » Quant à l'article 65, il précise : « les fonctions de Président, de Vice-présidents et de membres du Bureau du Conseil National de la Transition sont incompatibles avec l'exercice de tout autre mandat ou responsabilité publique ou privée pendant la Transition. Les membres du Conseil National de la Transition ne peuvent faire acte de candidature ni aux élections locales, ni aux élections nationales qui seront organisées pour marquer la fin de la Transition. Ce cadre législatif interdit strictement aux membres du gouvernement et du CNT toute possibilité de se maintenir au pouvoir, même par le biais des élections » A en croire l'ANAD, l'omission de ces articles dans la future



Constitution constituerait, « une violation flagrante de la lettre et de l'esprit de la Charte de la Transition que le Président de la Transition a juré de respecter et de faire respecter. » Cette alliance politique soutient que la reconduction des articles 46, 55 et 65 dans les

dispositions transitoires de la Constitution n'est nullement une manière d'individualiser ou de personnaliser la Constitution, qu'il s'agirait plutôt de rendre effectif le respect des dispositions proclamées intangibles de la Charte de la Transition.

Reste à savoir maintenant si le Conseil national de la transition va satisfaire cette demande formulée par l'UFDG de Cellou Dalein Diallo et ses alliés politiques regroupés au sein de l'ANAD.

Kaba Kankoula

DES JOURNALISTES DANS LES FAMILLES DE FONIKÉ ET BILLO

Elhadj Mamadou Sylla dit ce qu'il pense de la disparition des deux responsables du FNDC

Le jeudi 15 août, des journalistes des médias fermés par les autorités ((Hadafo Médias, Djoma Média et Fréquence Infos Médias) ont pris l'initiative de se rendre dans les familles des activistes portés disparus pour exprimer toute leur solidarité par rapport à cette situation. Elhadj Mamadou Sylla, le frère aîné de Foniké Mengué leur a fait part de scepticisme.

Comme on le sait, depuis le 9 juillet dernier, Oumar Sylla alias Foniké Mengué et Mamadou Billo Bah du FNDC (mouvement dissous par le MATD) ne donne plus signe de vie. Une "disparition" voulue ou forcée qui suscite des interrogations au sein de l'opinion et de vives inquiétudes chez leurs proches. Le jeudi 15 août, des journalistes des médias fermés par les autorités ((Hadafo Médias, Djoma Média et Fréquence Infos Médias) ont pris l'initiative de se rendre dans les familles des activistes portés disparus pour exprimer toute leur solidarité par rapport à cette situation.

Elhadj Mamadou Sylla, le frère aîné de Foniké Mengué leur a fait part de scepticisme. « C'est Dieu qui décide, tout ce que Dieu fait, c'est ce qui est bon. Tout ce qu'on peut faire, c'est d'accepter.



Notre souci aujourd'hui, c'est d'entendre qu'ils sont en vie. Même si on dit qu'ils sont condamnés à 100 ans ou plus d'emprisonnement, mais c'est de savoir s'ils vivent. Quand

le Procureur dit qu'il ne sait pas où ils se trouvent, mais il le sait, il ne veut pas dire la vérité. Le camp militaire n'est pas approprié pour envoyer un citoyen pour le corriger.

C'est la première fois qu'on voit cela. Certainement, les Kassory et autres sont contents parce qu'au moins, leurs familles ont la possibilité de leur rendre visite, de savoir

où ils sont et tout. On demande à tout le monde de prier, au moins pour nous permettre de savoir où ils sont. Et puis, s'ils les ont tués, qu'ils nous le disent pour qu'on puisse faire au moins leurs sacrifices et prier pour le repos de leurs âmes... Pour Billo et Foniké, on ne sait pas où ils sont. Est-ce qu'ils vivent même ? En tout cas moi, sérieusement parlant, je dirais à 90% qu'ils ne sont plus en vie. Je ne dis pas 100% parce qu'on ne peut jamais être sûr de quelque chose à 100%. Quand on fait la somme de la sortie de Ousmane Gaoual Diallo et Amara Camara, quand ils disent qu'ils ne savent pas où ils sont et que même un adulte peut disparaître ; tu diras qu'ils ne sont plus en vie même si Dieu est miracle», a déclaré le président de l'UDG.

Mamadou Oury

DR FODÉ OUSSOU FOFANA À L'AG DE L'UFDG

« Les ennemis du général Doumbouya, ce ne sont pas les partis politiques... »

Lors de l'assemblée générale hebdomadaire de l'UFDG qui s'est tenue le samedi 17 août 2024, Dr Fodé Oussou Fofana, le vice-président chargé des Affaires juridiques du parti a tiré à boulets rouges sur les ennemis du général Mamadi Doumbouya qui, selon lui, ne sont pas les partis politiques et leurs militants mais plutôt ces Guinéens qu'il qualifie de démagogues et qui auraient induit en erreur le capitaine Moussa Dadis Camara et le professeur Alpha Condé.

« Les ennemis du général Doumbouya, je l'ai dit ici je le répète, ce ne sont pas les partis politiques, ce ne sont pas les militants des partis politiques, ce sont des Guinéens démagogues qui ont induit Alpha Condé et Dadis en erreur, ce sont eux les ennemis. Ils n'aiment pas la Guinée, ils n'aiment

pas le Général, ils n'aiment personne, c'est eux. Que Dieu nous débarrasse de ces Sheitan-là. Si Dieu ne nous débarrasse de ces Sheitan, ce pays-là ne va pas se calmer... Comment voulez-vous que dans un pays, pour avoir des postes de responsabilité, il faut être médiocre, démagogue, il faut faire ce qui est inadmissible. Quelqu'un est ministre, il a créé un mouvement de soutien pour Dadis, il était avec nous, il était même porte-parole. Il est aujourd'hui ministre, parce que tout simplement ce qu'il a fait au temps de Dadis, le mouvement qu'il a créé au temps de Dadis il a changé le nom du mouvement mais en fait c'était le même mouvement, il est ministre. C'est ce qu'il faut faire pour être ministre ? Non, non... On ne peut pas l'accepter.



Que Dieu le Tout-puissant nous débarrasse de ses hommes Sheitan qui n'aiment pas la Guinée, pour que nous puissions vivre librement dans

notre pays... », a martelé Dr Fodé Oussou Fofana lors de l'assemblée générale hebdomadaire du parti qui s'est tenue le samedi 17 août

2024 à son siège national à la Minière.

Kéfina Diakité

URTELGUI

Un deuxième mandat pour Aboubacar Camara

L'Union des Radios et Télévisions Libres de Guinée (URTELGUI) a organisé, vendredi 16 août 2024, son congrès électif, à son siège à Nongo, dans la commune de Ratoma. Après trois ans à la tête de l'URTELGUI, Aboubacar Camara, candidat à sa propre succession, a été reconduit à la présidence de l'organisation. Le président sortant, a obtenu lui, quarante-trois voix sur cinquante six.

Aboubacar Camara avait pour challengers à ce scrutin : Elhadj Aboubacar Camara, chroniqueur scientifique et fondateur de la radio « La Voix de l'Afrique », qui a obtenu une voix et Fodé Diaouné, PDG du Ledjly TV a obtenu douze voix.

À peine réélu, l'ancien Directeur général du groupe Gangan pense à relancer les négociations relatives à la situation des médias suspendus. « C'est des messages de félicitations qui doivent être adressés à l'ensemble des promoteurs des radios et télévisions privées qui ont bien voulu aujourd'hui encore renouveler leur confiance en ma modeste personne ainsi qu'aux autres membres du bureau exécutif qui ont été promus aux différents postes de responsabilité. Les premières priorités, ça doit être les discussions autour du retour à l'ordre normal au niveau des médias dont les agréments ont été retirés. L'URTELGUI a dit haut et fort qu'elle est une institution de négociation mais pas une institution va-t-en-guerre. Quand un problème se



pose, on va vers les autorités avec les différentes parties, nous essayons de discuter, de trouver des solutions idoines au problème qui est posé.

À ce jour, nous avons dit, malgré que cette décision de retrait ait été prise par le ministère, mais, il y a des voies de recours qui ont été saisies par ces entités et même les associations que nous sommes... C'est pour dire

que l'URTELGUI est vraiment soucieuse du sort de ces médias. Donc, aujourd'hui, le combat continue. Le CNT a été saisi, nous avons suivi lors sa conférence de presse, la question lui avait été posée et le président du CNT a pris cette décision formelle qu'il allait y avoir une plénière exclusivement consacrée aux relations entre les médias et les autorités. Donc, nous

attendons fermement ce jour, pour que nous puissions venir porter nos inquiétudes auprès des honorables conseillers, à l'effet d'arriver vers la décrispation de cette crise qui n'a que trop duré et qui n'honore pas non seulement la Guinée, mais qui est en train de tuer les milliers d'emplois dans ce secteur », a déclaré le président réélu.

À l'issue de sa réélection,

Aboubacar Camara a lancé un appel à l'endroit du président de la République, l'invitant à renforcer la protection de la presse guinéenne.

Il a également souligné la nécessité pour les journalistes de respecter scrupuleusement la loi L002, un texte crucial pour la régulation du secteur médiatique.

Ce congrès électif de l'URTELGUI s'est déroulé sous la supervision des représentants de la Haute autorité de la communication, des associations de presse et du ministère de l'Information et de la Communication.

Au poste de premier vice-président, c'est Aboubacar Condé de la radio Addo FM qui a été élu. Quant à celui du deuxième vice-président, il a été raflé par M. Kaleb Kolié de la radio Familia FM tandis que Talibé Barry du groupe Fréquence Médias a été aussi élu au poste de secrétaire général.

A préciser que le groupe HADAFO/MEDIAS a annoncé son retrait de l'URTELGUI à l'issue de ce congrès.

Samuel Demba. D

MORT DE IBRAHIMA SADIO PAR BALLE À SONFONIA T8

Le récit bouleversant des parents de l'enfant de 9 ans

Dans la soirée du jeudi 15 août 2024, Ibrahima Sadio Diallo, un enfant de 9 ans, alors qu'il était sur le chemin du retour de l'école coranique, a été tué par balle à Sonfonia T8.



Rencontré le lendemain par Africaguinee.com, Thierno Amadou Diallo, père de la victime, a témoigné en ces termes : « Je ne sais pas réellement pourquoi ils ont tué mon garçon. Il quittait l'école coranique quand il a reçu une balle. Il s'appelle Ibrahima Sadio Diallo, âgé de 9 ans, c'est mon troisième fils. Il ne manifeste pas et ne jette pas de pierres. C'est au moment où des manifestants et les agents des forces de défense et de sécurité étaient en train d'échanger des jets des pierres et des gaz lacrymogènes, mon garçon rentrait à la maison, c'est en

ce moment il a été atteint par une balle à la tête et il est mort sur place. Quand on l'emmenait à l'hôpital, il était déjà mort. Ça s'est passé à 17 heures »

Quant à Néné Hawa Diallo, la mère de la victime, elle est inconsolable, suite à la mort tragique de son fils. « Il était à l'école coranique. Quand la manifestation a commencé, ils ont été libérés. Il est allé me trouver au marché avant de continuer à la maison. C'est en cours de route qu'ils lui ont tiré dessus, il est mort. Je demande à tout le monde de lui pardonner. Dites aux forces de défense et de sécurité de

Guinée qu'elles ont tué mon enfant, merci que Dieu les paie. Il n'a que 9 ans, il fait la troisième année. Ils n'ont pas accepté que je voie son corps. Quand je suis allée, ils m'ont dit qu'il n'était pas mort mais je savais qu'il était mort. Je m'en remets au Tout-Puissant Allah », s'est-elle confiée à la presse. Ibrahima Sadio Diallo, une énième victime des manifestations sociopolitiques à Conakry, a été inhumé dans la matinée du vendredi 16 août 2024. Que son âme repose en paix. Amen !

Kaba Kankoula

SERVICE NATIONAL DES BOURSES EXTÉRIEURES

Les précisions du Directeur général sur la situation des étudiants guinéens à l'étranger

Le Directeur général du Service National des Bourses Extérieures (SNABE), Mohamed Bamba Camara, a bien voulu border ans une interview accordée au site Africaguinee.com, le cas des étudiants guinéens à l'étranger, qui, depuis plusieurs mois, ne sont pas entrés en possession de leurs bourses d'entretien.



« Aujourd'hui, les étudiants ne sont pas payés, c'est vrai. Mais normalement, j'attends la confirmation, ça pourrait l'être ce soir ou demain. Dans l'un ou l'autre, sachez que les virements ont été faits. Quant aux problèmes (de retard), je

les rattacherai à la lourdeur administrative. Il y a un travail qui est fait chez nous, qui passe dans d'autres services. Tous ceux qui me demandent quand est-ce qu'ils seront payés, je refuse de leur donner une date parce qu'il y a une

partie du processus qui dépend du SNABE (Service national des bourses extérieures). Je parle de la partie papier, la partie décisions, ceux à qui les bourses sont attribuées. Il y a une autre partie qui relève du circuit financier. Ce n'est pas

moi qui le gère. Donc, nous, nous avons transmis tous les dossiers. Maintenant, on suit le circuit qui est arrivé avec l'implication de Monsieur le ministre du Budget, l'implication des membres du CNT. Et donc, aujourd'hui je peux vous assurer que dans les jours à venir, ça devrait être sur les comptes. », a déclaré le DG du SNABE.

Avant de revenir sur les mesures prises pour soulager et rassurer les boursiers guinéens à l'étranger. « Chez nous, les mesures ont été prises. Dès cette année universitaire, nous allons commencer à anticiper les choses, ce qu'on ne pouvait pas faire les années passées. Nous avons aujourd'hui une base des données qui nous permet, dès le mois de septembre, d'établir la liste de tous ceux qui sont boursiers pour l'année à venir, également les nouveaux qui partent cette

année. On peut déjà établir une liste fiable qu'on va dès fin septembre, transmettre aux circuits financiers. Je pense que ça va beaucoup aider.

Ça nous laissera le temps de voir les choses se faire et avec l'implication aussi de toute la hiérarchie, je pense que les choses vont s'assouplir un peu. Le ministre du Budget est fortement impliqué, le ministre directeur de cabinet est fortement impliqué, le ministre secrétaire général de la présidence est fortement impliqué. Donc avec tout cela, je pense que la priorité que constitue la problématique des bourses va être complètement intégrée. », a confié à Africaguinee.com le Directeur général du Service National des Bourses Extérieures (SNABE), Mohamed Bamba Camara.

Kéfina Diakité

RPG ARC-EN-CIEL

L'ancien parti au pouvoir vent debout contre la vulgarisation de l'avant-projet de Constitution

Marc Yombouno, ancien ministre du Commerce et membre du bureau politique national du RPG Arc-en-ciel, a mis à profit l'assemblée générale hebdomadaire de l'ancien parti au pouvoir, qui s'est tenue le samedi, 17 août 2024 à son siège national à l'Aéroport, dans la commune de Gbessia, pour inviter les populations guinéennes à rejeter l'avant-projet de Constitution que le CNT s'emploie actuellement à vulgariser.

« Nous invitons les populations à rejeter cet avant-projet. Et un temps viendra, vous aurez les argumentaires de ce choix. Mais ce que nous remarquons, c'est que pour une Constitution, le CNT ne finit pas avec les assises, les consultations, les symposiums. À quand ça va finir pour que le projet soit distribué aux partis politiques et aux populations pour analyse. Et pour la première fois, nous voyons pour un projet de Constitution, l'institution qui représente l'Assemblée appelle le Premier ministre et le Gouvernement à discuter au sein de l'Hémicycle.

Ce n'est pas réglementaire. C'est une proposition qui vient de l'Assemblée. Quand vous finissez, vous envoyez au Gouvernement qui l'analyse avec ses techniciens. Mais si le Gouvernement vient au niveau législatif, recevoir des enseignements, discuter, on ne sait plus ce qui se passe. Est-ce que ce n'est pas une stratégie de jouer sur le temps et de création des dépenses ? », a martelé ce dignitaire du régime déchu qui estime que le résultat de tout ce qui est rentré dans cette Constitution est déjà assez, en temps, en énergie et même

matériellement.

« On aurait fini depuis longtemps. Dans beaucoup de pays, c'est une équipe de 10 à 12 personnes, des spécialistes qui font ça. Nous ici c'est 81 personnes qui le font depuis 3 ans et jusqu'à présent on continue à appeler des rencontres, des assises, et après je ne sais pas s'ils ne vont pas encore faire le tour du pays. Pourquoi ne pas aller au référendum, où toutes les structures auront le temps de donner l'argumentaire pour le Oui ou le Non et à travers les explications. Je pense que c'est inutile de procéder à tout ce qui est en train de se faire, puisque la finalité c'est le référendum. Et là, celui qui va voter sera informé du choix qu'il aura à faire », a fait remarquer Marc Yombouno.



Kaba Kankoula

Lisez le journal numérique sur le site

KéfinaFasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts

DESSERTTE EN ÉLECTRICITÉ

Le RPG Arc-en-ciel se dit fier de l'héritage du professeur Alpha Condé

A l'occasion de l'assemblée générale hebdomadaire du RPG Arc-en-ciel, qui s'est tenue le samedi 17 août 2024, Marc Yombouno, ancien ministre du Commerce et membre du Bureau politique national du parti, a magnifié le bilan du régime déchu dans le secteur spécifique de l'énergie et a demandé au CNRD de ne plus saboter les acquis du professeur Alpha Condé.

Comme il fallait s'y attendre, le RPG Arc-en-ciel, l'ancien parti au pouvoir, ne s'est pas fait prier pour réagir au retour de la centrale électrique flottante turque dont la connexion avec le réseau d'EDG devrait permettre la fourniture de 115 mégawatts. Lors de son assemblée générale hebdomadaire qui s'est tenue le samedi 17 août 2024, Marc Yombouno, ancien ministre du Commerce et membre du Bureau politique national du parti, a magnifié le bilan du régime déchu dans le secteur spécifique de l'énergie et a demandé au CNRD de ne plus saboter les acquis du professeur Alpha Condé.

« Nous avons dit ici que le RPG Arc-en-ciel doit être fier. Tout ce qui a été dit comme mensonge va tomber et les masques vont continuer à tomber. On ne gère pas un pays avec la passion ni la haine. Ce sont des règles transparentes...



Ils ont dit que cette question de bateau était la source de magouille du détournement du Pr Alpha Condé. Que la Guinée payait 4 millions de dollars par mois pour le bateau, et que ce dernier ne jouait aucun rôle pour la fourniture d'électricité en Guinée. On a entendu un

ministre businessman sur les médias de la place qui a même confondu les chiffres, après qu'il ne soit débarqué. Aujourd'hui, le Pr Alpha Condé avait vu loin en envoyant ce bateau pour qu'il y ait courant 24h/24 à Conakry », a martelé Marc Yombouno qui, à propos de

cette histoire d'arnaque dans le fonctionnement des barrages Kaléta et Souapiti, dira ceci : « Pour faire comprendre aux gens que ces barrages étaient loin de l'arnaque, le courant était plus stable ces derniers temps avant même l'arrivée de ce bateau. Ça veut dire que les

barrages sont bien construits, mais c'est la gestion de la retenue qui posait problème. Aujourd'hui, beaucoup de quartiers ont le courant 20h/24, avant que ce bateau ne soit branché. C'est une question de retenue de Kaleta, Souapiti. Malheureusement, tout ce que le Pr Alpha Condé fait c'est de l'arnaque. Pourquoi on n'a pas dit que Garafiri c'est de l'arnaque, parce presque tout le monde a cotisé pour sa construction? (...). Ça veut donc dire que le retour du bateau a prouvé le contraire. Comme ils sont revenus sur les acquis du professeur Alpha Condé, nous leur demandons de ne plus saboter, mais de continuer à atteindre l'objectif que le professeur a visé, c'est-à-dire l'électrification de tout le pays. Ils n'ont qu'à continuer sur les anciens dossiers, ils trouveront solution... »

Mamadou Oury

AFRIQUE

Le Sénégal met en place une commission pour réexaminer les contrats stratégiques signés par l'État

Au Sénégal, c'était l'une des grandes promesses du duo Bassirou Diomaye Faye-Ousmane Sonko, sorti victorieux de l'élection présidentielle fin mars : renégocier les contrats signés avec des entreprises étrangères dans les secteurs stratégiques. Cette promesse semble commencer à se concrétiser puisque le Premier ministre Sonko a officiellement installé le 19 août 2024 une commission sur le sujet.



En préambule, le Premier ministre rappelle qu'une plus grande transparence et un rééquilibrage des contrats

signés par l'État du Sénégal est un combat de longue date. « En tant que parti politique d'opposition, nous avons eu à regretter et à dénoncer vigoureusement la manière dont les accords et conventions étaient conclus, au détriment, la plupart du temps, des intérêts stratégiques du Sénégal et de son peuple. »

« La logique n'a jamais été de venir raser tout » Désormais au pouvoir, les autorités veulent donc agir. La commission, composée d'experts juridiques, fiscaux et du secteur de l'énergie, travaillera sur les contrats miniers, pétroliers et gaziers. Des spécialistes, car il faut faire les choses dans un cadre légal, insiste Ousmane Sonko : «

Contrairement à ce que certains ont pu avancer : la logique n'a jamais été de venir raser tout, nationaliser comme certains le pensent même. La logique est de travailler de manière rigoureuse, méthodique. »

L'objectif affiché est de revenir à la table des négociations en étant bien préparé, affirme le chef du gouvernement : « C'est un travail fastidieux qui devra permettre à l'État d'avoir les moyens de poser ou d'imposer la discussion avec

les partenaires pour rediscuter, réorienter, ces différentes conventions, dans le sens de beaucoup plus d'équilibre, de gain partagé pour les deux parties. »

L'annonce intervient au moment où le Sénégal devient un pays producteur de pétrole et de gaz. Mais, pour certains, dont l'ancien président Macky Sall, ces renégociations pourraient avoir « des conséquences désastreuses » sur l'économie.

RFI



BURUNDI

Le président Ndayishimiye continue de mener une « implacable répression », pointe Amnesty

Le président Évariste Ndayishimiye continue de mener une « implacable répression » contre les voix critiques au Burundi, avec arrestations et « procès iniques », a affirmé Amnesty International dans un rapport publié mercredi. Cela douche le « fragile espoir » suscité par son arrivée au pouvoir en 2020, selon l'ONG, qui dénonce les actes « d'intimidation, de harcèlement, d'arrestations et de détentions arbitraires » visant les activistes, les journalistes et autres.

Ancien secrétaire général du parti au pouvoir (le CNDD-FDD), M. Ndayishimiye a succédé à Pierre Nkurunziza, mort en juin 2020, qui avait dirigé d'une main de fer ce petit pays de la région des Grands lacs durant une quinzaine d'années. Celles-ci ont été marquées par la sanglante répression en 2015 d'un mouvement de protestation contre un troisième mandat de M. Nkurunziza, faisant au moins 1 200 morts.

Son arrivée au pouvoir avait notamment vu quelques signes d'ouverture démocratique salués par la communauté internationale, comme la libération en décembre 2020 de plusieurs journalistes emprisonnés.

Mais, quatre ans après le début du mandat du président, « malgré l'espoir fragile, quoique fondé, de voir la présidence et le gouvernement d'Évariste



Ndayishimiye mettre fin à Burundi assiste à l'implacable la période de répression, le répression visant des

membres actuels et passés de la société civile, ainsi que les personnes qui remettent en cause le discours du gouvernement en matière de droits humains », affirme Amnesty International.

À quelques mois des élections législatives et locales de 2025, l'ONG dénonce une « implacable répression » contre les voix critiques du pouvoir. Elle pointe notamment « les actes d'intimidation et de harcèlement, les arrestations, les placements en détention et les procès iniques visant les défenseurs des droits humains, les militants, les journalistes et les membres de l'opposition ».

Cela alors que le pays était marqué par une société civile très dynamique jusqu'à la crise de 2015.

Bujumbura évite la polémique et demande la « liste de ces opprimés »

Interrogé par l'AFP, le secrétaire général et porte-parole du gouvernement Jérôme Niyonzima n'a pas répondu sur le fond, demandant la « liste de ces opprimés ».

Évoquant « une vague ininterrompue de répression », l'ONG revient notamment sur le cas de la journaliste Floriane Irangabiye, condamnée en mai 2023 à 10 ans de prison pour « avoir porté atteinte à l'intégrité du territoire national » au terme d'un procès « entaché de graves irrégularités ». La journaliste a finalement été graciée par le président le 14 août et libérée.

La chercheuse Rachel Nicholson, spécialiste du Burundi auprès d'Amnesty International, cette « tendance est très inquiétante ».

RFI

KENYA

Un auteur présumé de dizaines de féminicides s'évade à Nairobi

Au Kenya, la police a déclenché aujourd'hui une opération majeure de sécurité après la fuite d'un tueur en série présumé et de 12 autres personnes d'un commissariat de la capitale kényane, Nairobi. Une chasse à l'homme est en cours depuis ce matin. C'est la deuxième fois en moins de six mois qu'un suspect dans une affaire d'importance parvient à s'enfuir pendant sa détention.

Les autorités parlent d'un tueur en série psychopathe ou encore d'un vampire. À 33 ans, Collins Jumaisi, a avoué avoir assassiné 42 femmes depuis 2022, à commencer par son épouse. Mi-juillet 2024, les corps mutilés d'une dizaine de femmes, enfermés dans des sacs plastique, ont été retrouvés dans une décharge abandonnée, dans le sud de Nairobi. Trois jours plus tard, le tueur présumé a été arrêté dans un bar de la ville et détenu, depuis, au commissariat de police, en attendant la clôture de l'enquête. Et c'est en effectuant leur visite de routine

dans les cellules vers 5h, ce matin, que les policiers ont découvert que Collins Jumaisi et 12 immigrants illégaux érythréens avaient pris la fuite, et ce, en découpant le grillage métallique.

Selon la police, l'évasion a été facilitée par des complicités, puisque les officiers étaient déployés en masse pour garder le commissariat. Huit policiers en poste de nuit ont été placés en garde à vue et une enquête a été ouverte. « Toute personne reconnue coupable devra faire face à la loi », selon les mots du chef de la police par intérim. Cette évasion se déroule dans un

contexte où les forces de sécurité sont sous pression depuis la mort en juin de dizaines de personnes lors de manifestations contre les projets de hausses de taxes du gouvernement. C'est aussi la deuxième fois en moins de six mois qu'un suspect parvient à s'enfuir pendant sa détention.

Depuis que les détenus se sont enfuis, « une opération majeure de sécurité est en cours » pour les retrouver, selon la police kényane.

RFI

